

Capital/travail

AIR FRANCE : NÉGOCIATIONS AU POINT MORT

« Indécente » et « totalement farfelue », Philippe Evain, président du syndicat de pilotes SNPL Air France, a repoussé hier la proposition de la direction d'augmenter les salaires de 2 % immédiatement, puis de 5 % sur trois ans. L'intersyndicale demande une revalorisation générale des salaires de 5,1 %.

5,4 %

C'est en quelques heures la progression en Bourse du titre d'Altice, faisant suite aux rumeurs d'un rachat de SFR par Bouygues, selon l'agence Bloomberg.

MOUVEMENT SOCIAL

« Toutes ces luttes se renforcent les unes les autres »

L'union syndicale Solidaires a décidé de rejoindre l'appel à grève pour la journée de demain. Pour son porte-parole, Éric Beynel, le nombre et la diversité des luttes peuvent présager la naissance d'une mobilisation d'ampleur. Entretien.

Solidaires se joint à la journée interprofessionnelle de grève et de mobilisation demain. Pourquoi avoir décidé de relayer l'appel lancé par la CGT ? **ÉRIC BEYNEL** Depuis le mois de mars, nous voyons s'ancrer la mobilisation dans de nombreux secteurs. Je pense au rail, aux universités, aux hôpitaux, aux finances publiques, mais aussi chez Air France ou chez les retraités. Ces mobilisations sont souvent appuyées par des grèves, longues pour certaines. Nous avions déjà appelé à la journée d'action du 14 avril dernier et Solidaires a participé à nombre de manifestations depuis des semaines. La date du 19 avril nous a semblé être une date importante pour poursuivre notre action d'appui à ces mobilisations en cours et faire en sorte que d'autres secteurs rejoignent le mouvement.

Est-il permis de parler, si ce n'est de convergence, tout du moins de coagulation des colères ?

ÉRIC BEYNEL Ce qui est important, c'est que les luttes puissent se renforcer mutuellement et se donner confiance les unes aux autres. Le fait qu'Emmanuel Macron ait donné deux interviews longues en si peu de temps nous semble être le signe d'une certaine préoccupation. Il peut toujours dire que la coagulation n'existe pas, comme il disait d'ailleurs il y a un an que la pénibilité n'existait pas, reste que concrètement, sur le terrain, nous voyons au contraire au fil des cortèges marcher côte à côte les cheminots, les étudiants, les hospitaliers, les salariés d'Air France...

Comment travaille-t-on à la construction d'un tel mouvement social ? Ces luttes sont-elles appelées à se fédérer autour d'un mot d'ordre unique ?

ÉRIC BEYNEL Il faut d'abord agir avec beaucoup de modestie. Celles et ceux qui font ces luttes sont les salariés des différents secteurs. Nous devons respecter cette diversité et veiller à ne pas opposer les combats, ni chercher à y plaquer un mot d'ordre unifiant qui n'aurait pas de sens. Ce qui fait sens en revanche, c'est la question



Le 22 mars, à Nantes, l'intersyndicale a manifesté pour défendre le service public. Jean-Sébastien Évrard/AFP

des conditions de travail à travers la défense des statuts, l'idée de service public et de bien commun et, bien sûr, la question des salaires avec, chez les salariés, un sentiment partagé d'injustice à voir les salaires et les cotisations diminuer alors que dans le même temps, la richesse de certains s'accroît à très grande vitesse.

Dans ce contexte, comment recevez-vous l'initiative de la marche du 5 mai, lancée le 4 avril dernier à la bourse du travail par François Ruffin ?

ÉRIC BEYNEL Pour l'instant, l'éventualité de notre pré-

sence n'est pas tranchée. Mais si le 5 mai peut être une date utile au mouvement social, comme c'est le cas du 19 avril, nous pourrions y participer. Ce que je sais, c'est que lorsque cette initiative a été proposée, cela s'est fait en présence de salariés en lutte, cheminots, hospitaliers, salariés des Ehpad ou d'Air France... Nous n'avons pas envie de nourrir de fausses oppositions ni de créer de la désunion. Nous avons payé assez lourdement le prix de la désunion syndicale ces dernières années. Pour autant, il n'est pas question non plus de nourrir de fausses illusions de débouchés politiques. Maintenant, si des soutiens sont utiles, le mouvement social s'en emparera.

En face, Emmanuel Macron évoque quant à lui la « tyrannie des minorités » et juge,

c'est le cas à Notre-Dame-des-Landes, certaines colères illégitimes...

ÉRIC BEYNEL C'est selon moi la preuve d'une certaine inquiétude, voire d'une inquiétude certaine. Et en matière de tyrannie des minorités, Emmanuel Macron en connaît un rayon étant donné qu'il nous fait subir celle des capitalistes depuis son élection. Mais ce n'est pas en usant d'une répression féroce, aussi bien à Notre-Dame-des-Landes que dans les universités, qu'il fera taire un mouvement social qui s'étend. Dans les facs, les assemblées générales se multiplient et sont de plus en plus importantes, avec 5 000 personnes à Rennes et le blocage de Nanterre. Tout ceci est en train de se répandre et l'idée germe qu'un gros et fort mouvement social peut émerger. ●

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR MARION D'ALLARD



Éric Beynel
Porte-parole
de l'union
syndicale
Solidaires